



Décathlon : à fond l'exploitation

Ce 24 juin, jour de grève nationale, le SETCa ne fait pas son point presse devant Décathlon par hasard

D'un côté :

- Les **Panama Papers**, soit une fraude fiscale organisée à grande échelle
- Les **intérêts notionnels** permettant « légalement » aux multinationales de ne presque pas payer d'impôt
- L'**absence** de cadastre et **d'impôt sur les fortunes**

De l'autre côté

- **Semaine des 45 heures** via l'annualisation du temps de travail
- **Pension à 67 ans**, si vous vivez en bonne santé jusque là
- **Fin** du mécanisme de **prépension** permettant de donner du travail aux plus jeunes
- **Multiplis freins à l'obtention d'une allocation** pour survivre pour les jeunes
- **Intérim à durée indéterminée**
- **Temps partiel à vie**, pénalisant les travailleurs aujourd'hui et demain s'ils atteignent l'âge de la pension (calculée sur un temps plein, tout comme le chômage en cas de perte d'emploi)
- Sans parler de la **hausse de la TVA sur l'électricité...**

Si le secteur du commerce cumule déjà les différentes formes de flexibilité et occupe les travailleuses et les travailleurs qui seront dans les premières victimes directes des mesures d'un gouvernement marionnette du patronat, l'entreprise Décathlon est un cas d'école.

Contrairement au discours faisant de l'histoire de l'enseigne un conte de fées, Décathlon incarne les dérives d'un système que l'on peut résumer ainsi : « **Décathlon : à fond l'exploitation** ». Loin de l'histoire vendue aux employés, il est bon de rappeler que Décathlon appartient à la Multinationale française, on devrait dire l'empire, Mulliez, la famille la plus riche de France qui possède de multiples enseignes dans de très nombreux secteurs économiques (Midas, Auchan, Norauto/Auto 5, Kiabi, Leroy-Merlin...). Une famille qui est aujourd'hui dans le collimateur de la justice française pour fraude fiscale et blanchiment.

Les promesses : JOBS - JOBS – JOBS

La réalité : RESTRUCTURATION – FLEXIBILITÉ – PAUVRETÉ
